



35 organisations yéménites et internationales appellent à une cessation immédiate des hostilités au Yémen

Paris, le 7 novembre 2018 – En tant qu'organisations humanitaires et de défense des droits humains travaillant au Yémen, nous saluons le rassemblement sans précédent à Paris d'élus venus du monde entier, toutes tendances confondues, à l'occasion de la première Conférence parlementaire internationale pour la paix au Yémen, pour exiger de leurs gouvernements qu'ils travaillent ensemble pour mettre fin à la crise. 14 millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont menacés de famine au Yémen – la moitié de la population du pays. Plus que jamais, il est urgent d'agir.

Nous appelons les gouvernements à garantir une cessation immédiate des hostilités, à suspendre la fourniture d'armes susceptibles d'être utilisées au Yémen, à garantir le libre accès et la libre circulation des importations vitales pour la population yéménite, à condamner toute attaque contre des civils et autres violations du droit international humanitaire par quelque partie que ce soit et à soutenir les enquêtes internationales sur ces violations, notamment le travail du Groupe d'éminents experts de l'ONU sur le Yémen.

Les événements de ces dernières semaines ont ajouté à une série d'exemples de non-respect par l'Arabie saoudite des règles du système international et ont à nouveau mis en lumière la nécessité pour la communauté internationale, en particulier les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, de réévaluer leur partenariat avec Riyad. Tout fournisseur d'armes à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis a la responsabilité morale et juridique de veiller à ce que la coalition respecte le droit international humanitaire au Yémen. Compte tenu des attaques illégales contre des civils perpétrées par l'ensemble des parties au conflit, largement documentées par le Groupe d'éminents experts des Nations Unies, nous joignons nos voix à celles d'un million de citoyens du monde entier et réitérons l'appel que nous lançons depuis des années à tous les gouvernements de suspendre les transferts d'armes qui risquent d'être utilisées au Yémen.

La crise humanitaire au Yémen n'est pas le produit d'une catastrophe naturelle. Elle est la conséquence directe des restrictions sévères imposées par les parties au conflit à l'accès à la nourriture, au carburant, aux importations médicales et à l'aide humanitaire. L'effondrement du Rial yéménite et le non-paiement des salaires des fonctionnaires ne font qu'empirer les choses. En outre, le nombre de victimes civiles a augmenté de façon spectaculaire depuis juin (450 ont été tués en neuf jours seulement en août) et les violences contre les femmes et les filles se sont considérablement intensifiées depuis l'escalade du conflit. Nous appelons les gouvernements à redoubler d'efforts pour garantir le libre accès aux produits de première nécessité (notamment le carburant) dans l'ensemble du pays, y compris via le port crucial de Hodeidah, où les civils sont pris au piège des nouveaux combats de ces derniers jours. Toute attaque indiscriminée contre des civils et des infrastructures civiles et toute autre violation du droit international humanitaire par quelque partie que ce soit doit être publiquement condamnée par la communauté internationale.

Les parlementaires ont la responsabilité particulière de représenter la voix de leurs électeurs et de demander des comptes à leur gouvernement. A la veille du premier Forum de Paris sur la paix, convoqué par le Président Macron pour promouvoir la paix et améliorer la gouvernance mondiale, nous espérons que cette conférence sera un signal d'alarme. Il n'y a pas de solution militaire à la guerre au Yémen. Seul un processus de paix inclusif peut résoudre la crise humanitaire.

Après presque quatre ans de conflit, les Yéménites ne peuvent plus attendre.

Liste des signataires :

1. ACAT
2. Action Contre la Faim
3. Asociacion pro Derechos Humanos de Espana
4. Avaaz
5. CARE International
6. Cairo Institute for Human Rights Studies
7. Committe on the Administration of Justice
8. Control Arms
9. Friends Committee on National Legislation
10. FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme)
11. Finnish League for Human Rights
12. Global Center for the Responsibility to Protect
13. Gulf Centre for Human Rights
14. Handicap International
15. Hellenic League for Human Rights
16. International Rescue Committee Europe
17. Latvian Human Rights Committee
18. Ligue des Droits de l'Homme
19. Ligue Belge (Francophone) des Droits de l'Homme
20. Liga voor de Rechten van de Mens
21. Médecins du Monde
22. Mercy Corps
23. Mwatana Organization for Human Rights (Yemen)
24. Norwegian Refugee Council
25. Observatoire des Armements
26. Oxfam
27. PAX (the Netherlands)
28. Physicians for Human Rights
29. Sisters Arab Forum for Human Rights (Yemen)
30. Saferworld
31. Salam for Yemen
32. Save the Children
33. SumOfUs
34. War Child
35. Yemen Peace Project